

Journée d'études
Féminisme et démocratie
25 mars 2022
Appel à communication

Dans le cadre du projet
“Democracy and its futures – between governance and counter-publics”
(DemoFutures, ANR-DFG)

Les luttes féministes ont toujours été attentives à la présence des femmes dans l'espace public, au cœur de la politique institutionnelle mais également dans les contre-espaces publics. L'espace public dominant tout comme les contre-espaces publics se veulent démocratiques et devraient inclure de fait les femmes en tant que citoyennes. Toutefois, la démocratie est traversée par une contradiction : elle se veut inclusive et pourtant elle exclut. S'il n'y a pas d'exclusion des femmes explicitement revendiquée dans les espaces publics, il y a cependant une série de mécanismes implicites qui tiennent à distance les femmes de la vie politique institutionnelle et qui font que les hommes y sont mieux représentés et avantagés. Certes les carrières politiques se féminisent de plus en plus (dans les parlements, les ministères et comme cheffes d'Etat) mais cela ne conduit pas pour autant à une véritable égalité dans les lieux de pouvoir et au sein de la vie politique institutionnelle qui restent marqués par la manifestation de la domination masculine, de la misogynie ordinaire et des violences sexistes et sexuelles.

Dans le cadre de cette journée d'études, nous proposons d'interroger le rapport entre différentes formes de démocratie (institutions, mouvements, etc.) et l'(in)égalité homme/femme. En effet, les sociétés actuelles qui se disent démocratiques vivent une « crise d'érosion » des pratiques et de leurs institutions provoquant un malaise généralisé, individuel et collectif, conduisant les individus à se tourner vers un possible dépassement. Cette volonté s'explique à travers différentes formes de revendication dans l'espace public, ce qui amène à se demander : dans quelle mesure les mouvements féministes contribuent-ils à l'émergence d'une nouvelle forme de démocratie ? En s'appuyant sur des expériences

militantes, les féminismes proposent-ils de jeter les bases d'un autre rapport au pouvoir et d'un nouveau modèle démocratique en sortant de l'entre-soi politique ? Ainsi, la "féminisation de la vie politique" reconfigure-t-elle l'espace public dominant ? Peut-elle amorcer un autre avenir de la démocratie ?

Il s'agit également de considérer l'idée selon laquelle il n'y aurait plus un centre et des périphéries féministes, mais plutôt une circulation des figures, des influences théoriques et des modalités de mobilisations qui prennent la forme d'un contre-modèle de la démocratie patriarcale existante. La démocratie pourrait alors être repensée à partir du postulat de l'égalité en refusant que les différences existantes soient un facteur de hiérarchisation sociale et politique. Ainsi l'universalisme pourrait céder la place à une vision de l'égalité des genres qui impliquerait l'existence de différences comme le moteur d'une autre démocratie. En ce sens, les luttes féministes ne s'imposent-elles pas comme une des conditions de possibilités nécessaires au renouvellement de la démocratie ?

Propositions d'axes à discuter :

La démocratie a-t-elle un sexe/genre ?

Autonomie féministe et avenir de la démocratie

Subjectivation, mouvements sociaux et féminisme : pour un nouveau sujet politique

Parité et féminisation de la démocratie institutionnelle

La journée d'études aura lieu à l'Université de Paris, 45 Rue des Saints-Pères, 75006 Paris.

Merci de bien vouloir nous envoyer le titre de votre proposition, un résumé d'environ 300 mots et votre rattachement institutionnel jusqu'au 3 janvier 2022 – prolongé au 16 janvier 2022.

Confirmation de participation fin janvier 2022.

Contact : feminismedemocratie@gmail.com

Responsables : Eleonora Garzia (Université de Paris) et Pauline Vermeren (Université de Paris)